

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente.. • (Page 07)

Révélation de blanchiment

Deutsche Bank s'enfonce en Bourse
Après HSBC, c'est au tour de la Deutsche Bank de s'enfoncer en Bourse. Le titre de la première banque allemande... • (Page 08)

Bourse de Paris • (Page 08)

Alstom fait son retour sur l'indice CAC 40

Malgré un contexte d'incertitudes grandissantes sur la progression de la pandémie qui fragilise...



Relations économiques bilatérales France - Togo

• (Pages 03)

La filière soja, un acteur majeur



Entrepreneuriat au Togo

• (Page 02)

Le Paeij-SP à la rescousse des jeunes

Climat / bassin de la volta

Les experts en conclave à Lomé

Une rencontre des experts s'est ouverte le lundi 21 Septembre 2020 à Lomé pour échanger sur les résultats de l'inventaire des informations sur les vulnérabilités... • (Page 04)

Sécurité alimentaire

La CAOPA plaide pour la durabilité du poisson

A quelques semaines du prochain Sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA) prévu à Bruxelles, la capitale Belge, en octobre 2020 en vue de définir un programme... • (Page 06)

Inclusion financière • (Page 04)

Reckya Madougou lance bientôt « Soigner les certitudes »

Après « Mon combat pour la parole », « Les défis d'une mobilisation citoyenne pour la promotion de la gouvernance démocratique »...

Cinéma • (Page 11)

Le « Premier amour » de l'humoriste Gbadamassi

Kokou Agbléta, plus connu sous le nom de Gbadamassi, a sorti son « Premier amour », un long métrage dans lequel l'humour se partage avec les réalités...

LE NOUVEAU **REPORTER**

L'info accessible

Comment le voir, où le voir, comment le voir, plus...

www.lesnouveauxreporters.com

Le portail média qui garantit l'accès à l'actualité de vos affaires

Tel: 00229 02 60 20 20 / 02 60 20 10

lesnouveauxreporters@gmail.com



Entrepreneuriat au Togo

Le Paeij-SP à la rescousse des jeunes

En vue de favoriser la promotion de l'entrepreneuriat, les autorités togolaises ont mis en place depuis avril 2016, le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP).



● Bernard AFAWOUBO

Lancé en Avril 2016 et doté d'une enveloppe de 12,6 milliards de francs CFA, le Paeij-SP adopte une approche novatrice en s'appuyant sur les entreprises établies à fort potentiel et capables de tirer les autres acteurs de la chaîne de valeur vers le haut. Il renforce les liens commerciaux entre les acteurs et assure leur viabilité ; offre des opportunités d'emplois favorables aux jeunes ; crée les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de leur employabilité et la promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. Malgré les énormes potentialités dont dispose le secteur agricole, il quelque peu sous valorisé au Togo. Cela est dû en partie au faible niveau de transformation des produits. Tout de même, l'agriculture concentre au moins 70% de la population active et 40% du Produit intérieur brut (PIB). Cette sous-valorisation entraîne un niveau de chômage et de pauvreté au-dessus de la moyenne, ce qui nuit aux couches vul-

nérables comme les jeunes et les femmes, surtout en milieu rural. C'est fort de ce constat qu'à vue jour, le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP) pour favoriser la promotion de l'entrepreneuriat dans le secteur agricole. Justement, il a complètement révolutionné le secteur.

Les chiffres témoignent à outrance de son importance

Jusqu'ici, les données publiées par les coordonnateurs du projet renseignent que 12 Petites et moyennes entreprises (PME) structurantes ont accès au financement bancaire ; 14 200 producteurs ou éleveurs (dont 40% de femmes) et 1 000 groupements ont accès au financement et 05 centres de formations équipés intègrent les nouveaux modules de formation. Mieux, les revenus des bénéficiaires du projet ont été accrus de 25% et 200 femmes dans 21 villages vulnérables bénéficient de financement et d'équipement pour leurs activités génératrices de

revenus. De 2016 à 2020, 35 000 emplois permanents ont été créés contre 19 600 prévus sans oublier les 121 000 emplois temporaires engendrés. Depuis sa création jusqu'en juin 2019, 3,2 milliards de francs CFA ont été octroyés aux jeunes entrepreneurs nationaux, sur une prévision de 5,3 milliards (jusqu'en 2020), soit un taux de réalisation de 61,01%. Au même moment, 420 jeunes ont été formés et insérés dans les chaînes de valeurs agricoles et clusters agro-industriels, sur 1200 initialement prévus. 16 PME et 774 jeunes de ces chaînes et clusters ont été financés. Dans le courant de l'année 2020, 5 650 primo-entrepreneurs ont été accompagnés dans la réalisation de leurs projets d'entrepreneuriat agricole. Le projet qui initialement, avait une durée de 05 ans, a été récemment prorogé d'une année et désigné comme un "succes story" par la Banque africaine de développement (Bad). A tous égards, il a renforcé l'employabilité des jeunes citoyens et continue de consolider le développement national.

AUX DÉCIDEURS ... NP

Phytothérapie au secours...

Le Comité régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19, formé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies et la Commission des affaires sociales de l'Union africaine, a approuvé un protocole pour les essais cliniques de phase III de la phytothérapie pour la COVID-19 ainsi qu'une charte et des termes de référence pour la mise en place d'un conseil de surveillance des données et de la sécurité des essais cliniques de phytothérapie.

« Tout comme dans d'autres domaines de la médecine, une science solide est la seule base pour des thérapies de médecine traditionnelle sûres et efficaces », a déclaré Dr Prosper Tumusiime, directeur du département Couverture sanitaire universelle et parcours de vie au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

« L'apparition de la COVID-19, tout comme l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de santé et d'accélérer les programmes de recherche et de développement, notamment sur les médecines traditionnelles », a déclaré Dr Tumusiime.

Les documents techniques approuvés visent à renforcer et à développer une masse critique de capacités techniques des scientifiques en Afrique afin de mener des essais cliniques appropriés pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments traditionnels conformément aux normes internationales. Les essais cliniques de phase III sont essentiels pour évaluer pleinement la sécurité et l'efficacité d'un nouveau produit médical. Le conseil de sécurité et de contrôle des données veillera à ce que les données des études accumulées soient examinées périodiquement en fonction de la sécurité des participants. Il formulera également des recommandations sur la poursuite, la modification ou l'arrêt d'un essai sur la base de l'évaluation des données à des périodes prédéterminées de l'étude.

Si un produit de médecine traditionnelle s'avère sûr, efficace et de qualité assurée, l'OMS recommandera une fabrication locale à grande échelle et rapide, a expliqué Dr Tumusiime, notant que grâce au Forum africain de réglementation des vaccins, il existe maintenant un point de référence sur lequel les essais cliniques de médicaments et de vaccins dans la Région peuvent être évalués et approuvés en moins de 60 jours.

« L'adoption des documents techniques garantira que des preuves cliniques universellement acceptables de l'efficacité des médicaments à base de plantes pour le traitement de la COVID-19 seront produites sans compromettre la sécurité des participants », a déclaré le professeur Motlalepula Gilbert Matsabisa, président du comité d'experts. Il a exprimé l'espoir que le protocole d'essai clinique générique sera immédiatement utilisé par les scientifiques de la Région afin de s'assurer que les populations puissent bénéficier du potentiel de la médecine traditionnelle pour faire face à la pandémie en cours.

Les 25 membres du Comité consultatif régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19 sont chargés de soutenir les pays afin d'améliorer la recherche et le développement de thérapies contre le virus basées sur la médecine traditionnelle et de fournir des conseils sur la mise en œuvre des protocoles approuvés afin de générer des preuves scientifiques sur la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments de la COVID-19 à base de plantes.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Relations économiques bilatérales France - Togo

La filière soja, un acteur majeur

Le succès de l'organisation de la filière soja se révèle être un élément clé de la bonne dynamique des relations économiques bilatérales entre la France et le Togo ces dernières années. Etats des lieux du commerce entre les deux pays d'après les dernières données disponibles à la Direction générale du Trésor français et qui datent de décembre 2019.

• Joël YANCLO

Les échanges commerciaux franco-togolais se caractérisent par un faible niveau d'importations françaises qui s'inscrivent néanmoins en hausse continue depuis plus de trois ans. Selon le trésor français, en 2018, les achats de la France au Togo se sont chiffrés à 19,7 M EUR, soit +25,1% en un an ; ils n'étaient que de 9,4 M EUR en 2015. Cette performance n'est pas due à une diversification des importations françaises mais au succès de l'organisation de la filière soja puisque cette croissance résulte en totalité des expéditions de « céréales, légumineuses et oléagineux » passées de 6,5 M EUR en 2017 à 9,9 M EUR en 2018 et à 17,3 M EUR sur les 10 premiers mois de 2019. Les autres exportations togolaises restent globalement inchangées et se concentrent sur 4 produits agricoles non transformés, à savoir les fruits tropicaux – ananas (-2,6 M EUR, -6%), le café et le cacao (1,9 M EUR, +20%), des légumes et tubercules (1,3 M EUR), du coton fibre (1 M EUR, +108%). D'après la Direction générale du trésor de l'Hexagone, les exportations françaises sont volatiles, en baisse de -21,5% en 2018 à 239,3 M EUR, étant soumises aux aléas des approvisionnements en produits pétroliers raffinés des traders qui livrent au port de Lomé (59,9 M EUR en 2018 soit -50% en un an). Elles ne représentent que 0,042% du total des ventes françaises à

l'étranger. Hors carburants, les exportations ont globalement mieux résisté passant de 184,7 MEUR à 179,4 M EUR, soit -4,5%.

Chute de la vente de médicament au Togo

Le médicament – seconde vente au Togo – a toutefois connu une chute considérable passant de 49,9 M EUR en 2017 à 29,5 M EUR, soit une baisse de 41%. Les bons résultats des biens d'équipement et des matériels de transport (68,4 M EUR, +22,3%) et des produits agroalimentaires (39,8 M EUR, +13,7%) viennent compenser partiellement ces contreperformances. Les ventes françaises au Togo représentent 15% des importations de ce pays en 2018 en prenant comme source, respectivement, les douanes françaises et le chiffre global des importations togolaises reprises dans le rapport du FMI. Les dernières statistiques détaillées pour le Togo datant de 2017 et les données miroir incluant en réalité les montants des marchandises en transit ou en transbordement sur le terminal LCT (MSC/China Marchants), il n'est pas possible d'avoir une image des positions respectives des différents partenaires commerciaux du pays et ni de leurs évolutions, indique le trésor français. Les chiffres des dix premiers mois de 2019 montrent que la performance globale des ventes de la France au Togo



dépendra sans surprise des livraisons de produits pétroliers raffinés qui ont d'ailleurs quasiment disparues sur les 10 premiers mois de 2019. Aucune évolution significative ne devrait être anticipée sur le ou les deux prochains exercices en ce qui concerne les ventes hors carburants qui plafonnent autour de 180 M EUR.

Investissements Directs Etrangers (IDE) et présence

française

Les flux d'IDE internationaux entrant au Togo sont à nouveau positifs, s'élevant à 88 M USD en 2017 et 102 M USD pour 2018) après des IDE négatifs en 2016 (-46 M USD). Les flux d'IDE français sont affichés en hausse de +6,6 M EUR pour s'établir à 7,5 M EUR (source Banque de France). Le stock d'IDE entrant s'établit quant à lui à 1,8 Mds USD (Unctad), dont seulement 61,9 M EUR seraient imputables aux investissements fran-

çais (Banque de France). Le nombre d'implantations françaises au Togo reste stable sur le moyen-terme, avec une présence de 35 à 40 structures qui totalisent un CA de l'ordre de 450 à 500 M EUR et qui emploient directement entre 3 000 et 3 500 collaborateurs. Les entreprises françaises sont essentiellement présentes dans l'agroalimentaire avec les boissons (Castel pour la bière, boissons gazeuses et sucrées ; Bonabio pour le jus d'ananas), la farine (Som-

diaa/Castel), la logistique et le transport avec Bollore Transport & Logistics, CMA-CGM, Air France, le BTP avec Sogea Satom, Eiffage, la distribution (CFAO pour l'automobile et le médicament), la communication et le numérique (Canal+ et GVA) et plus marginalement la banque (Société Générale).

Aide publique bilatérale

L'AFD intervient au Togo sous forme de prêts souverains et de subventions. Une partie de ses moyens d'action provient également de délégations de fonds européens. Les principaux secteurs d'intervention sont l'électricité, l'assainissement et l'eau potable, l'éducation et l'appui à l'agriculture. Les 21 projets pilotés par l'AFD dans le cadre des différents mécanismes décrits ci avant mobilisent en 2019 près de 200 M EUR d'engagements. Sur la base des décaissements, la France a été le deuxième bailleur de fonds bilatéral au Togo en 2018, avec 24,5 M USD, derrière l'Allemagne (25,9 M USD). Le trio de tête est complété par le Japon (16,7 M USD), en raison de la construction du nouveau port de pêche financé par le JICA. Selon les mêmes statistiques du comité d'aide au développement de l'OCDE, le Togo a bénéficié d'un total d'APD bilatéral de 85,2 M USD en 2018, en hausse de 6,5 M USD (+8,3%) par rapport à 2017.

Infrastructures au Togo

Recherche d'entreprises pour construire 120 m de ponts

Deux ponts de 30 m chacun et un autre de 60 m vont être construits dans les prochains mois au Togo. Les deux 1ers seront érigés sur le tronçon Gouloungoussi-Zoubié-kou-Frontière Ghana et le 3ème sur le tronçon Ogou Agrani-Kamina.

A cet effet, le gouvernement togolais a lancé un avis d'appel d'Offres International (AAOI) à l'endroit

des entreprises de BTP qualifiées. Celles-ci, indique le document consulté par Togo First, paru au quotidien Togo Presse de

jeudi 17 septembre, ont jusqu'au 27 octobre prochain pour soumissionner. L'ouverture de cette phase de recrutement est

une étape de plus, franchie vers la réalisation de ces infrastructures routières. Des mois auparavant, une procédure avait été lan-

cée pour sélectionner un bureau de contrôle en vue du contrôle de l'exécution de ces travaux. En rappel, les 3 ouvrages s'intègrent

dans la 1ère phase du projet de construction de 15 ponts sur tout le territoire togolais.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Climat / bassin de la volta

Les experts en conclave à Lomé

Une rencontre des experts s'est ouverte le lundi 21 Septembre 2020 à Lomé pour échanger sur les résultats de l'inventaire des informations sur les vulnérabilités, capacités, expositions et risques pour les inondations et la sécheresse dans le bassin de la Volta.



• Bernard AFAWOUBO

Depuis les années 1970 et 1980, le bassin de la Volta nourricier, à l'instar des autres bassins fluviaux de la sous-région ouest-africaine voire d'Afrique et d'ailleurs subit des effets néfastes du changement climatique caractérisé par des phénomènes extrêmes tels que des inondations et les sécheresses entraînant, à chaque fois, d'importants dégâts matériels et des pertes en vies humaines. C'est pour se pencher sur cette thématique qu'une rencontre des experts se tient depuis le lundi 21 Septembre 2020 à Lomé. Il sera question, au cours de cette rencontre de deux jours de présenter les résultats et recommandations de l'évaluation des capacités et besoins en matière de prévision et d'alerte aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta. Cette rencontre ambitionne également de développer dans le bassin, une première mise en œuvre de la gestion intégrée à la fois des inondations et

de la sécheresse en responsabilisant les Services météorologiques et hydrologique nationaux (SMHN) et les autres autorités compétentes des six pays du bassin de la Volta. Selon Kanfitine Issa Tchede, Ministre délégué auprès du ministre de l'eau, de l'équipement rural et de l'hydraulique villageoise, ce projet vise à aider les six pays du bassin de la Volta à mettre en œuvre des mesures aux niveaux régional, national et local et à bénéficier des enseignements tirés des projets passés et en cours liés à la réduction des risques de catastrophes et à l'adaptation au changement climatique. Cette initiative entre dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la composante 1 du projet « Intégrer la gestion des inondations et la sécheresse et les Systèmes d'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta ». « Nous sommes ici pour évaluer ce qui a été fait jusqu'à présent. Voir les besoins réels pour les six pays du bassin de la Volta afin de

lutter efficacement contre les inondations et la sécheresse. Il s'agira de réfléchir afin de faire montre d'anticipation et d'énergie pour endiguer les divers risques graves encourus par nos populations » a expliqué Dr Fofana Rafatou, Hydrologue, Représentant du Directeur Exécutif de l'Autorité du Bassin de la Volta. L'objectif principal est de parvenir à une compréhension commune des lacunes, des limites et des opportunités de chaque aspect du système d'alerte précoce et d'identifier les actions réalisables à mettre en œuvre dans le cadre du projet. Les travaux des deux jours devront aboutir entre autre au développement d'une stratégie de suivi, y compris des plans d'action au niveau national pour mettre en œuvre un système d'alerte transfrontalier par les inondations et la sécheresse dans le bassin de la Volta et pour renforcer les Systèmes d'alerte Précoce nationaux.

Soulignons que ce projet couvre les six pays notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo.

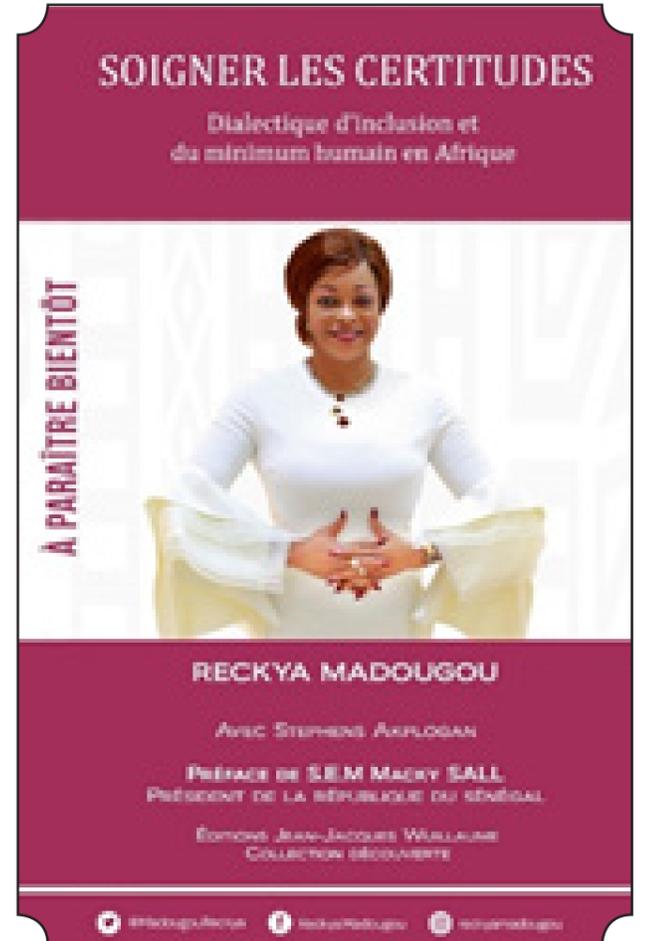
Inclusion financière

Reckya Madougou lance bientôt « Soigner les certitudes »

Après « Mon combat pour la parole », « Les défis d'une mobilisation citoyenne pour la promotion de la gouvernance démocratique », l'experte internationale en finance inclusive, Reckya Madougou s'apprête à procéder au lancement de sa nouvelle production littéraire « Soigner les certitudes ».

• Nicole ESSO

« Soigner les certitudes » est le titre de ce livre-entretien avec l'écrivain béninois Stephens Akplogan. Il sera officiellement lancé le 26 septembre 2020, s'en suivra une série d'activités d'échanges notamment avec les jeunes et les femmes, principales cibles de l'ouvrage à travers diverses capitales et villes. Sans pathos mais avec précision, l'auteure s'insurge contre les fausses évidences et les clichés construits pour légitimer une certaine fatalité du drame africain. Alors, elle s'engage à déconstruire ces certitudes qui maintiennent les pays africains, la jeunesse et les femmes dans l'assistanat. Sinon elle plaide pour les soigner. Les antidotes ? La formation, la citoyenneté économique, l'inclusion financière des populations, les dividendes de la digitalisation, l'autonomisation des femmes, la transformation structurelle de l'agriculture, l'entrepreneuriat, l'intelligence politique et la justice sociale. En somme, une nouvelle « dialectique d'inclusion et du minimum humain en Afrique », le sous-titre de l'ouvrage. L'avantage est que l'auteure ne vend ni de simples théories, encore moins une fiction mais part de ses propres expériences sur ces sujets et jette un regard croisé analytique sur des options de développement en suggérant des mécanismes qui ont fait leurs preuves. Avec une riche préface du président de la République du Sénégal, Macky Sall, lui-même un adepte de l'association du libéralisme à l'inclusion sociale, le livre



offre une grille de lecture plus objective des nouveaux enjeux de développement. Les anecdotes captivantes et les expériences pratiques se succèdent, tantôt sous forme inspirante, parfois avec un regard critique. Tout est signifiant et creuse des réalités qui s'irriguent et des solutions qui s'installent durablement. « Il y a une sorte de carence ambiante en méthodes à succès pour faire décoller notre société », a-t-elle écrit. Au fil des pages, Reckya Madougou conseille, reformule, explique, enseigne, dénonce et surtout propose. Ici, la conviction d'une Afrique des possibles est peinte sans le risque de se laisser bernier

par les préjugés. Le continent est la région où l'investissement est le plus rentable au monde. Il faut le reconnaître et s'y préparer, semble dire l'auteure. En cela, elle invite à « tutoyer les sommets sans complexe » en misant sur ce qu'elle appelle une « spiritualité de l'effort » ou encore une « citoyenneté économique ». « Réduire l'horizon de la citoyenneté économique à la question d'employabilité est une méprise en ce siècle de grande technologie et de digitalisation des réflexes. Ce qui rend cette citoyenneté pleinement authentique, n'est pas tant l'emploi en lui-même surtout avec la menace de disparition de certains emplois », a écrit Reckya Madougou.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



REPUBLIQUE DU SENEGAL

PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL DE L'UEMOA

PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES MULTI USAGE AU SENEGAL

Financement : Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

Date : 21 août 2020

No de l'AO : 032/20

Cet avis fait suite à l'Avis Général de Passation des marchés paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31 décembre 2019 et publié dans le Portail des Marchés Publics du Sénégal.

Le Gouvernement de la République du Sénégal a reçu des fonds de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour financer le Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Sénégal, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché pour les travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar (appel d'offres n° 032/20).

3. L'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar, département de Tivaouane, région de Thiès.

Les travaux sont constitués en un seul lot.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'AGETIP à l'adresse suivante : Route de l'Aéroport – derrière Hôtel ONOMO - Téléphone : (+221) 33 864 98 88 et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus indiquée de 8 heures à 12 heures le matin et de 15 heures à 17 heures l'après-midi.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de F CFA 50 000. La méthode de paiement sera en espèce.

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Travaux – Droit Civil.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures précises**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances, valide vingt-huit (28) jours à compter de la date limite de validité des offres d'un montant de F CFA 2 150 000.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures**.

8. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :

a) Situation financière

Avoir un minimum de chiffre d'affaire annuel moyen des activités liées **aux travaux similaires** correspondant au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois(03) dernières années (2017-2019) égal à F CFA 220 000 000.

Pour ce faire, le soumissionnaire devra fournir des états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou par un organisme assimilé durant les **trois** exercices concernés (2017-2019) et donner la liste des travaux en cours.

Disposer d'une ligne de crédit délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) d'un montant de F CFA 75 000 000.

b) Expérience spécifique

➤ Avoir réalisé en tant qu'entreprise principale au moins deux (2) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années (2015-2019) avec une valeur minimum par marché de F CFA 79 000 000 (soixante dix neuf millions francs CFA), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés pour l'essentiel et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies. Ces réalisations doivent être prouvées par des attestations de bonne exécution délivrées par les Maîtres d'Ouvrages concernés.

c) Proposer un délai d'exécution maximum de quatre mois.

d) Moyens matériels

Les soumissionnaires devront disposer du minimum de matériel essentiel à l'exécution du marché (voir dossier d'appel d'offres)

e) Personnel (voir dossier d'appel d'offres)

10. Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires nationaux. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

11. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite retenue pour l'ouverture des plis.

Le Directeur Général

Sécurité alimentaire

La CAOPA plaide pour la durabilité du poisson

A quelques semaines du prochain Sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA) prévu à Bruxelles, la capitale Belge, en octobre 2020 en vue de définir un programme commun de partenariat, la Confédération africaine des organisations professionnelles de pêche artisanale (CAOPA), qui compte prendre part à cet événement international très important pour le secteur de la pêche, surtout artisanale, a plaidé pour la durabilité du poisson au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en faveur des populations africaines.



Si l'on se fie aux déclarations du Sénégalais Gaoussou Guèye, président de la CAOPA, cette organisation faitière confédérale, basée sur la Petite-Côte sénégalaise, au sud-ouest de Dakar, qui rassemble des organisations professionnelles de femmes et d'hommes de la pêche artisanale maritime et continentale d'Afrique, est, depuis sa création en 2010 à Banjul en Gambie, suite à des rencontres annuelles depuis 2000, orientée vers la promotion d'une pêche artisanale durable en Afrique. La structure regroupe des organisations de 26 pays africains : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Libéria, Maroc, Mauritanie, Mali, Nigéria, Ouganda, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Sierre Léone, Sénégal, Madagascar, Seychelles, Comores, Ile Maurice. Selon la CAOPA, qui rappelle l'importance de la pêche artisanale en Afrique, des chiffres à l'appui, le secteur de la pêche artisanale est « essentiel » pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, et fournit, selon le Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près de 12 millions d'emplois aux hommes et aux femmes des communautés côtières africaines, dont 90% sont dans la pêche artisanale maritime et continentale. « Pour vous donner un exemple précis, une pirogue pêchant les petits pélagiques au Sénégal peut employer une centaine de personnes de la capture jusqu'à l'assiette du consommateur africain », ont renseigné les responsables de la CAOPA dans un document dont nous avons obtenu copie. Selon eux, « plus de 70% du poisson pêché en Afrique » est transformé de façon artisanale, avec l'utilisation du salage, du séchage, du fumage, du braisage, entre autres pratiques artisanales faites essentiellement par

les femmes transformatrices, à destination des marchés locaux, sous-régionaux et régionaux. « Ce poisson transformé, composé essentiellement d'espèces pélagiques, constitue un véritable filet de sécurité alimentaire pour nos populations », précise-t-on dans ledit document qui signale qu'un danger menace cette sécurité alimentaire aujourd'hui avec la transformation des petits pélagiques en farine de poisson.

Des expériences de coopération positives

Insistant sur des exemples de coopération avec l'UE au bénéfice de la pêche artisanale africaine, la CAOPA renseigne qu'il y a « deux éléments des relations de pêche entre l'UE et les pays africains pour lesquels nous avons des expériences de coopération positives au bénéfice de la pêche artisanale africaine ». Il s'agit, selon son président, des « accords de partenariat de pêche durables (APPD) signés actuellement entre l'UE et 11 pays africains, la coopération au développement de l'UE, mais aussi de certains Etats membres de l'UE très impliqués dans l'appui à la pêche artisanale africaine, comme l'Allemagne, qui préside actuellement le Conseil des ministres de l'UE. Au niveau des APPD, précise les responsables de la CAOPA, la pêche artisanale apprécie le fait qu'ils « transparents » que l'UE aussi ait été engagée, lors de la dernière réforme de la politique commune de la pêche en 2013, à ne pas pêcher des ressources pour lesquelles un surplus n'a pas été démontré. « On a pu également apprécier des actions positives au niveau de l'utilisation de l'appui sectoriel des APPD, comme récemment l'achat d'un conteneur frigorifique pour la coopérative de San Pedro, en Côte d'Ivoire », a-t-on lu dans le document de la CAOPA. Avec ce conteneur, ajoute la structure, les «

perdes après-capture » seront « fortement diminuées », et les quantités supplémentaires de poissons congelés ravitailleront aussi les coopératives de femmes transformatrices d'Abidjan pendant les périodes les plus creuses. « Si on ajoute à cela d'autres améliorations, comme les fours FTT de la FAO2, qui permettent aux femmes ivoiriennes d'avoir de meilleures conditions de travail et un meilleur produit transformé, l'initiative de l'UE s'inscrit dans une dynamique du développement durable de la pêche artisanale ivoirienne », explique la CAOPA dans sa note. Dans le cadre de l'APPD avec le Sénégal, c'est 100 balises de géolocalisation qui ont été achetées avec les fonds de l'appui sectoriel de l'APPD au profit de la pêche artisanale, ce qui améliore fortement la sécurité en mer des pirogues. Pour la coopération au développement, Gaoussou Guèye et ses camarades citent deux exemples que sont le Projet PESCAO destiné à l'Afrique de l'Ouest, qui a pu donner des résultats positifs en matière de lutte contre la pêche INN. Plusieurs opérations de surveillance en mer ont permis d'arraisonner beaucoup de navires qui ne respectent pas les réglementations en vigueur au niveau des pays de la région. La formation des inspecteurs de pêche, qui a aussi été faite en collaboration avec l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECPP), est également à saluer, ainsi que l'appui de l'UE pour la mise en place de plateformes consultatives d'acteurs non étatiques pêche en Afrique initiées par l'UA. Ces plateformes, dans lesquelles les membres de la CAOPA sont très impliqués, sont des outils indispensables pour une mise en œuvre du futur partenariat Europe-Afrique qui favorise une pêche artisanale durable qui puisse continuer à nourrir nos populations.

Avec VivAfrik

OMC

Le candidat de l'Union Africaine éliminé

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a annoncé, vendredi 18 septembre, cinq candidats admis à faire prévaloir leurs chances au deuxième tour dans la bataille pour la succession du brésilien Roberto Azevedo à la tête de l'institution basée à Genève.

Première surprise, grosse Hamid Mamdouh, le candidat égyptien à la direction générale de l'Organisation Mondiale du Commerce a été écarté de la compétition. Estampillé candidat de l'Union Africaine, le fonctionnaire international est passé à la trappe dès le premier tour, ce qui repose la question de la pertinence de l'homologation des candidatures aux postes internationaux par l'instance continentale. De même, le Mexicain Jesus Seade Kuri, ancien directeur général adjoint de l'OMC, et l'ex-chef de la diplomatie moldave Tudor Ulianoschi ont été recalés durant ce premier tour. La bataille au second tour opposera Amina



Mohamed, ministre kényan des Sports âgée de 58 ans, de Ngozi Okonjo-Iweala, première femme à diriger les ministères des finances et des affaires étrangères au Nigeria, 66 ans. Les deux africaines auront à faire face à la Sud-Coréenne Yoo Myung-hee, première femme de son pays à diriger le ministère du Commerce, 53 ans. Mais

aussi au saoudien Mohamed el Touwaidjiri ainsi qu'à l'ancien ministre britannique Liam Fox. Les 164 membres de l'OMC s'exprimeront, entre le 24 septembre et le 6 octobre, sur les deux candidats qui brigueront le troisième et dernier tour qui aura lieu probablement début novembre.

Avec Financial Afrik

Niger

L'OIM organise un forum sur la gestion des frontières

Ce mardi 15 septembre s'est ouvert à Diffa sous l'égide de l'organisation internationale des migrations (OIM), un forum communautaire sur la gestion des frontières.

La cérémonie a été présidée par le gouverneur Issa Lemine, en présence du 1er vice-président du Conseil Régional, des préfets, des maires, du chef sous-bureau de l'OIM, du secrétaire général de la commune urbaine de Diffa, des chefs traditionnels, des responsables des forces de défense et de sécurité, des représentants des organisations des jeunes et de plusieurs invités. L'objectif premier de cette rencontre est de créer un cadre d'échanges permanent pour la collaboration et un réseau de communication entre les membres des Communautés, les autorités, et les cadres des forces de défense



et de sécurité. Il s'agit aussi d'évaluer les recommandations issues du forum communautaire sur la gestion des frontières de septembre 2017 afin de faire de nouvelles propositions et de pérenniser les acquis. Depuis de nombreuses années, L'OIM

intervient aux côtés du Niger dans la gestion des flux migratoires. En début du mois, les deux partenaires avaient sauvé un groupe de plusieurs dizaines de migrants dans le désert à proximité de la frontière libyenne.

Avec Niamey et les 2 jours

Côte d'Ivoire

411 localités électrifiées au premier semestre 2020

Le porte-parole du gouvernement, Sidi Tiémoko Touré, a indiqué, au cours d'une conférence de presse le mercredi 16 septembre 2020 à Abidjan, que 411 localités rurales ont été électrifiées au 1er semestre 2020, portant à 1 330 le nombre total de localités électrifiées de janvier 2019 à fin juin 2020.

En ce qui concerne l'électrification rurale, 411 localités ont été électrifiées au 1er semestre 2020, portant à 1 330, le nombre total de localités électrifiées de janvier 2019 à fin juin 2020 », a déclaré Sidi Tiémoko Touré. Ce qui a fait passer, selon le ministre, le taux de couverture nationale de 69% à fin 2019 à 73,6% à fin juin 2020. « Il était de 33% en 2011 », a-t-il précisé. A l'en croire, au niveau du tarif social de l'électricité, le nombre total de clients ayant

bénéficié du tarif social de janvier 2019 à fin juin 2020 est de 1 214 354, dont 205 501 clients au titre du 1er semestre 2020. Les bénéficiaires ont pu réaliser des économies globales de 6,645 milliards de FCFA de janvier 2019 à fin juin 2020, dont 2,745 milliards de FCFA au 1er semestre 2020. Relativement aux branchements Programme Electricité Pour Tous (PEPT), ce sont au total 115 979 branchements sociaux qui ont été réalisés au 1er semestre 2020, soit

318 997 branchements au total, de janvier 2019 à fin juin 2020. En 2019, ce sont 919 localités qui ont été électrifiées, dans le cadre des travaux d'amélioration de l'accès à l'électricité. Le gouvernement a également permis à 1 008 853 ménages de réaliser des économies équivalentes à 3,9 milliards de FCFA au titre de la baisse du tarif social de 20%, et à 203 018 ménages de se raccorder au réseau électrique à 1 000 Fcfa, grâce au PEPT.

Avec abidjan.net

BRVM 10 118,46

Variation Jour ↑ **0,03 %**

Variation annuelle ↓ **-20,56 %**



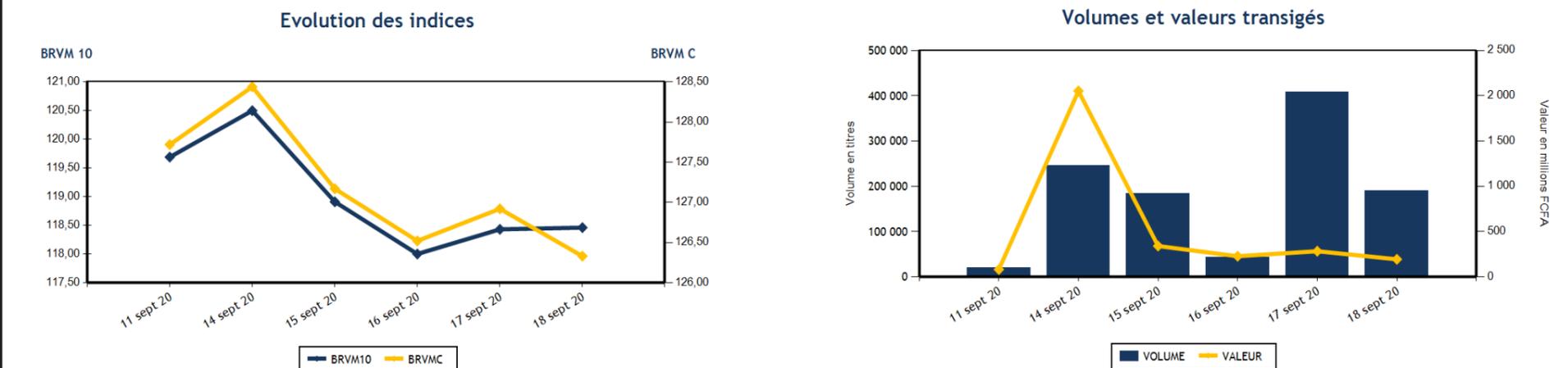
**BULLETIN OFFICIEL DE
LA COTE**

N° 180 vendredi 18 septembre 2020 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 126,33

Variation Jour ↓ **-0,46 %**

Variation annuelle ↓ **-20,67 %**



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 795 580 824 741	-0,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	189 666	-53,47 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	187 514 900	-33,47 %
Nombre de titres transigés	34	3,03 %
Nombre de titres en hausse	8	-42,86 %
Nombre de titres en baisse	12	50,00 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	215	7,50 %	-12,24 %
PALM CI (PALC)	1 300	4,00 %	-28,57 %
SODE CI (SDCC)	2 950	3,87 %	5,36 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	135	3,85 %	-3,57 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 300	3,61 %	-12,93 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 582 661 547 203	0,81 %
Volume échangé	694	310,65 %
Valeur transigée (FCFA)	6 555 263	322,79 %
Nombre de titres transigés	4	-42,86 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 200	-4,48 %	-50,54 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	340	-4,23 %	-21,84 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	6 420	-3,46 %	-16,62 %
SAPH CI (SPHC)	1 250	-3,10 %	-4,58 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 400	-2,57 %	-7,50 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,89	-0,15 %	-12,67 %	136 790	68 499 245	59,47
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	364,92	0,01 %	-26,34 %	9 402	54 230 805	7,75
BRVM - FINANCES	15	51,53	-0,87 %	-15,51 %	36 807	59 398 470	5,82
BRVM - TRANSPORT	2	314,26	0,00 %	-14,31 %	0	0	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	66,88	-0,87 %	-22,12 %	1 622	1 699 810	6,44
BRVM - DISTRIBUTION	7	192,75	-0,93 %	-23,89 %	5 025	3 682 270	8,94
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	265,28	7,50 %	-12,25 %	20	4 300	3,34
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,10	
Taux de rendement moyen du marché	10,50	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,19	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	231 891,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	452 841 402,48	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,83	
Ratio moyen de satisfaction	40,69	
Ratio moyen de tendance	698,15	
Ratio moyen de couverture	14,32	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	-0,42	
Nombre de SGI participantes	23	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél : (229) 21 91 21
Fax : (229) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 89



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Paredes Salazar
CIP 88 Bissau
Tél : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02



MALI
Immeuble SICAP/CE, ACI 2000 Handaliaye
B.P. 81366 - Bamako
Tél : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 62
Fax : (227) 20 73 66 67



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél : (228) 22 61 23 18
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Suisse

Le mazout à son plus bas niveau depuis quatre ans

L'effondrement de l'économie globale à la suite de la crise sanitaire s'est traduit par le plongeon de la demande d'or noir. Et les prix du mazout de chauffage ont atteint en Suisse la semaine dernière leur plus bas niveau depuis 2016.

Le bas niveau des cours du pétrole se répercute sur les prix du mazout de chauffage, qui ont atteint en Suisse la semaine dernière leur plus bas niveau depuis 2016. Mais d'autres facteurs sont à l'œuvre, en plus de la dépréciation de l'or noir. Selon l'indice du mazout compilé par Agrola, le prix des 100 litres est passé début septembre sous la marque des 62 francs pour la fourniture d'au moins 3000 litres. Il faut remonter à début 2016 pour trouver des valeurs aussi basses. A l'entame de 2020, le prix pour 100 litres dépassait encore les 90 francs.

Repli du dollar

Depuis les limitations de production décidées par l'Opep en août, le pétrole a de nouveau afflué sur le marché, et ce à un moment où le marché était «de toute façon surapprovisionné», signale le négociant en produits pétroliers Migrol dans une étude de marché. En effet, l'effondrement de l'économie globale à la suite de la crise sanitaire s'est traduit par le plongeon de la demande d'or noir. Dans le même temps, cependant, les activités d'extraction se poursuivent à plein régime, mettant sous pression les prix du brut. À cela s'ajoute la faiblesse du dollar par rapport au franc et surtout par rapport à l'euro. En Allemagne, les prix sont encore plus bas, à 39,70 euros pour 100 litres, pour 3000 litres prélevés. À l'exception



de quelques jours en janvier et février 2016, c'est le niveau le plus bas depuis juillet 2004. La situation outre-Rhin s'explique cependant aussi par différentes taxes. Selon Avenergy Suisse, le mazout de chauffage en Suisse est facturé 25,44 francs par 100 litres, ce qui correspond à un taux de 96 francs par tonne de CO2. «Les taxes sur le CO2 constituent l'essentiel de la différence de prix», a indiqué à AWP un porte-parole de la faïtière des importateurs de combustibles liquides. Elles sont également élevées en comparaison internationale, a confirmé son homologue de Migrol, qui assure que «nous avons en Suisse la taxe sur le CO2 la plus élevée sur le mazout de chauffage par rapport aux pays voisins».

Citernes déjà remplies

Compte tenu des prix actuellement bas, la demande de mazout de chauffage est néanmoins «relativement normale», à en croire

le représentant d'Avenergy Suisse. De nombreux propriétaires avaient déjà rempli leur citerne au printemps en raison des prix avantageux à cette époque. «En fait, nos distributeurs ont enregistré une augmentation des commandes», explique le communicant. Migrol aussi a enregistré une demande inhabituellement élevée en mars et en avril. Les commandes avaient alors atteint «un niveau sans précédent en peu de temps», qui s'est par la suite aplati au fur et à mesure du remplissage des citernes. Reste à voir si ce phénomène entraînera une diminution de la demande en automne et à l'approche de l'hiver, période traditionnellement chargée pour le secteur. Le porte-parole de la faïtière n'anticipe cependant pas de retards de livraison, même en cas de forte demande. Et d'assurer que «la sécurité de l'approvisionnement en mazout est garantie en Suisse à tout moment».

(ATS/NXP)

Bourse de Paris

Alstom fait son retour sur l'indice CAC 40

Malgré un contexte d'incertitudes grandissantes sur la progression de la pandémie qui fragilise l'indice parisien ce lundi, l'industriel va devoir prouver sa solidité aux investisseurs.

Alstom fait son grand retour sur la Bourse de Paris ce lundi 21 septembre. Pour le Conseil Scientifique des Indices Euronext, qui valide les introductions en Bourse, depuis 2016, le groupe industriel spécialisé dans l'ingénierie des transports a montré une forte progression de sa capitalisation boursière. Alstom prend ainsi la place d'Accor qui perdait plus de 7% lundi matin, juste avant de quitter l'indice CAC 40. Le groupe hôtelier n'aura en effet pas tenu le choc des confinements décidés dans le monde face au Covid-19. Alstom revient, lui, avec des arguments pour rassurer ses investisseurs. L'industriel vient de signer

avec la Région Ile-de-France un contrat de 255 rames de RER, pour un montant maximum de 3,7 milliards d'euros. Ce nouveau modèle prévu pour 2021 a été développé et produit en consortium par Alstom et Bombardier, deux géants ferroviaires qui ont conclu leur mariage mercredi en scellant un accord sur les termes financiers de la transaction. Ce contrat sécurise aussi les emplois de 2.000 personnes sur les sites d'Alstom et Bombardier, notamment dans le Nord, et au total plus de 8.000 emplois dans la filière ferroviaire française. De prochaines commandes d'Ile-de-France Mobilités sont attendues pour des trains destinés au RER B et

à de nouveaux métros. En 2019/20, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 8,2 milliards d'euros et enregistré pour 9,9 milliards d'euros de commandes. Alstom, dont le siège est basé en France, est présent dans plus de 60 pays et compte actuellement 38.900 collaborateurs. Si la mobilité et les infrastructures restent clés malgré la pandémie, le contexte n'en reste pas moins incertain. A 09H22, l'indice CAC 40 s'enfonçait de 76,63 points à 4.901,55 points. En fin de matinée, Alstom ne résistait pas à la tendance baissière et perdait 0,59%. L'action s'échangeait à 45,15 euros.

(Avec AFP)

États-Unis

TikTok a trouvé un accord avec l'administration Trump

Est-ce la fin de la saga autour de la vente de TikTok ? La populaire application, menacée d'interdiction aux États-Unis au nom de la sécurité nationale, va pouvoir rester dans le pays : Donald Trump a donné samedi son feu vert à un projet impliquant Oracle et Walmart. "J'ai donné mon approbation à l'accord. S'ils le concrétisent tant mieux."



Si ce n'est pas le cas, ça ira aussi", a déclaré le président républicain, avant de s'envoler pour un meeting de campagne en Caroline du Nord. TikTok, filiale du groupe chinois ByteDance, a confirmé peu après avoir préparé un projet selon lequel elle créerait une nouvelle société impliquant Oracle en tant que partenaire technologique aux États-Unis et Walmart en tant que partenaire commercial. Baptisée TikTok Global, elle serait basée sur le territoire américain et embaucherait 25 000 personnes, ont précisé Oracle et Walmart dans un communiqué séparé. Oracle pourrait acheter 12,5% des parts de TikTok et Walmart 7,5% avant une future entrée à la Bourse de New York prévue d'ici un an. ByteDance garderait le reste du capital, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier. Mais la société chinoise étant possédée à hauteur de 40% par des investisseurs américains, la majorité de l'application passerait in fine sous pavillon américain. "Nous sommes heureux que la proposition de TikTok, Oracle et Walmart résolve les problèmes de sécurité soulevés par l'administration américaine et règle les questions concernant l'avenir de TikTok aux États-Unis", a commenté un porte-parole de l'application.

L'argument de la sécurité nationale

S'il se concrétise, un tel dénouement pourrait permettre d'éteindre un des nombreux feux couvant actuellement entre Washington et Pékin, notamment sur le front technologique. Il pourra aussi permettre aux Américains de

continuer à utiliser cette application très prisée chez les jeunes : "Au vu des développements positifs récents", le département du Commerce a annoncé qu'il reportait au moins jusqu'au 27 septembre l'interdiction de télécharger TikTok aux États-Unis qui devait entrer en vigueur dimanche. L'application, qui permet de diffuser de courtes vidéos souvent musicales ou humoristiques, compte quelque 100 millions d'utilisateurs dans le pays. Sans avoir rendu publics des éléments de preuve, le locataire de la Maison Blanche affirme depuis des semaines que TikTok espionne pour le compte de Pékin. Au nom de la sécurité nationale, il avait donné à sa maison mère ByteDance jusqu'à dimanche pour céder les activités de TikTok sur le sol américain à une entreprise "made in USA". L'administration américaine avait précisé vendredi qu'elle empêcherait à cette date le téléchargement aux États-Unis de TikTok, ainsi que celui de WeChat, une application du géant chinois Tencent utilisée pour la messagerie, les achats, les paiements et d'autres services. Donald Trump, qui fait de sa pugnacité envers la Chine un argument de campagne à moins de 50 jours des élections présidentielles, a estimé qu'avec l'accord, "la sécurité (de TikTok) sera à 100%". Oracle serait en charge de l'hébergement de toutes les données des utilisateurs américains et de la sécurité des systèmes informatiques associés. Walmart de son côté fournirait ses services de ventes en ligne, de gestion des commandes et de paiements.

5 Mds\$ d'impôts

À l'issue de l'opération, TikTok Global devrait verser "plus de 5 milliards de dollars d'impôts nouveaux au Trésor américain" tandis que les sociétés impliquées dans l'accord lanceront une initiative visant à développer l'enseignement en ligne, ont indiqué Oracle et Walmart. Le président, qui avait insisté pour que le gouvernement soit rémunéré pour avoir autorisé l'accord, avait initialement annoncé que ces entreprises feraient "une donation" de 5 milliards de dollars pour l'éducation. La Chine avait réagi vivement aux menaces d'interdiction de téléchargement de TikTok et WeChat en dénonçant samedi "l'intimidation" des États-Unis et en instaurant un mécanisme lui permettant de restreindre les activités d'entreprises étrangères. Contre une "liste d'entités non fiables" — dont les noms n'ont pas été rendus publics — Pékin prévoit des sanctions potentielles allant d'amendes à la restriction d'activités ou d'entrée de matériel et de personnel en Chine. "Si les tensions entre les États-Unis et la Chine à tous les niveaux de la chaîne technologique sont loin d'être résolues, la solution trouvée pour mettre fin à l'impasse TikTok/ByteDance et répondre aux complexes implications politiques représente un soulagement pour les investisseurs de la tech", a souligné l'analyste de Wedbush Dan Ives. Le projet présenté samedi par TikTok doit encore être finalisé par les sociétés et approuvé par un comité de sécurité nationale du gouvernement américain, a précisé le département du Trésor.

Avec businessinsider.fr

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Une nette amélioration de l'état de vos finances est en vue. Vous pourrez même compter sur un coup de chance pure par le biais de jeux de hasard. Cependant, en attendant la pluie, continuez à arroser !

Taureau A la faveur des bons aspects de Mercure, vous pourrez effectuer des transactions fructueuses. Mais soyez vigilant dans le maniement de l'argent, et accepter les conseils des spécialistes.

Gémeaux N'hésitez pas à demander une prime quelconque, quitte à insister. On essaiera de vous faire comprendre que ce n'est pas le moment, mais vous obtiendrez quand même satisfaction. Par ailleurs, excellente journée pour réorganiser la gestion de vos économies.

Cancer Pluton ne gênera en rien la prospérité financière ; mais lorsqu'il est, comme en ce moment, en position délicate, un retournement de tendance est possible. Tout ira bien si vous vous montrez raisonnable et faites des économies au lieu de dilapider vos réserves. Dans le cas contraire, vous aurez ensuite du mal à remonter la pente.

Lion Prenez bien soin de ne pas compromettre l'équilibre de votre budget. Ce climat lunaire plutôt malsain risque de vous entraîner à prendre de mauvaises décisions dans ce domaine. Soyez doublement prudent.

Vierge La gestion des finances familiales vous posera des problèmes aujourd'hui. Vous essaieriez d'instaurer un programme d'économies, mais vos proches rechigneront. En revanche, vous pourrez effectuer de bons placements.

Balance Attention aux incitations de la planète Mercure ! Vous serez tenté de chercher à mettre du beurre dans les épinards en faisant des travaux au noir ou en vous engageant dans des affaires en marge de la légalité. Ne prenez pas de tels risques.

Scorpion Avec cet aspect de Saturne, il est possible que vos projets financiers soient retardés ou momentanément entravés par des difficultés imprévues. Attendez des jours meilleurs si vous avez des décisions importantes à prendre, achats ou placements, par exemple.

Sagittaire Saturne en aspect défavorable pourra vous valoir quelques problèmes financiers. Une somme sur laquelle vous comptiez sera retardée. A moins qu'un de vos placements ne se révèle moins rentable que prévu.

Capricorne Excellentes perspectives financières, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus. C'est donc le moment ou jamais d'effectuer des opérations ou des investissements.

Verseau Lisez attentivement vos contrats d'assurance ou d'achat avant de signer : cela vous évitera plus tard bien des surprises désagréables. "Si tu achètes une vache, assure-toi que la queue est comprise dans le marché" (proverbe indien).

Poissons Vous bénéficierez de résultats financiers très appréciables, peut-être même exceptionnels. Vous pourrez alors profiter de cette embellie pour améliorer vos conditions de vie et renforcer votre position sociale.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains.

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude et pas de touer ou
d'éternuer.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
e les toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Cinéma**Le « Premier amour » de l'humoriste Gbadamassi**

Kokou Agbléta, plus connu sous le nom de Gbadamassi, a sorti son « Premier amour », un long métrage dans lequel l'humour se partage avec les réalités de la vie quotidienne.



Le comédien togolais est l'auteur de « Gbã Lôlô », « Premier amour » dans la langue de Molière. Dans le chef-d'œuvre réalisé par Hervé Vignon, l'humoriste peint « La vie dans toute sa plénitude et met un accent sur le pardon inconditionnel de la femme dans un couple », commente un confrère en ligne. Celui qui se réclame président de

la chancellerie de l'humour y rappelle que « la femme aime avec le cœur alors que l'homme aime avec les yeux », expliquant en outre que « ce film relate tous les aspects de notre vécu quotidien. La femme, l'amour, l'emploi, la progéniture, la vie au village, les faux pasteurs, la chefferie traditionnelle et le tour sur fond d'humour ». Les autres acteurs sont Wisano, Gue-

zéré, Rhoutia, Maman Pi, Abidé, Eustache Kamouna, Elsa, entre autres, des comédiens ou artistes connus de la place. La sortie officielle était annoncée pour ce dimanche 20 septembre 2020 dans la capitale, Lomé. Kokou Agbléta est titulaire d'un diplôme en Publicité, Arts Graphiques obtenu à l'Université de Lomé.

Avec iciLome

Juventus**Les premiers enseignements de l'ère Andrea Pirlo**

Les grands débuts d'Andrea Pirlo avec la Juventus ont été réussis. Au-delà du score, sa mise en place tactique et le choix des hommes ont parfaitement fonctionné.

Style impeccable et « expression imperturbable ». Pour la grande première d'Andrea Pirlo sur le banc de la Juventus Turin en Serie A, la Gazzetta dello Sport ne l'a pas quitté des yeux. Symbole de l'élégance à l'italienne, l'ancien milieu de terrain a réussi ses débuts avec la victoire 3-0 de la Vieille Dame sur la Sampdoria entraînée par Claudio Ranieri. Au-delà du score et du style vestimentaire de Pirlo, c'est surtout la manière qui a plu. Car Pirlo ne s'est pas contenté de reproduire ce qu'avait tenté de mettre en place son prédécesseur Maurizio Sarri. Il a même presque tout changé. Exit le 4-3-3 et retour à une défense à 3, avec



Danilo en axial droit, Bonucci au centre et Chiellini à gauche. Le rôle de Bonucci était aussi de servir de rampe de lancement au jeu turinois, en profitant de la qualité de son jeu long. Devant ces trois hommes, un double pivot avec Rabiot, placé légèrement sur la droite, et la recrue

surprise Weston McKennie sur sa gauche. L'Américain a réalisé une excellente rencontre, pleine de punch. Sur les ailes, Pirlo avait aussi réservé une surprise avec la titularisation du jeune Gianluca Frabotta (21 ans) à gauche, pendant que Cuadrado était présent à droite.

Secteur minier**Une plateforme des OSC pour un meilleur dialogue**

L'Union des ONG Togo (UONGTO) et le Comité international d'éthique et de solidarité (COMINTES) ont organisé une assemblée générale constitutive ce week-end à Lomé à l'issue de laquelle est née la plateforme des Organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans le secteur minier.



La création de cette instance fait suite au projet baptisé « Dialogue des parties prenantes autour des droits fondamentaux des communautés des zones minières au Togo ». Il a été retenu et financé par la Délégation de l'Union européenne au Togo après un appel à projets. Cette plateforme, dirigée par un bureau de coordination de cinq (5) membres, a pour mission de défendre l'accès aux droits sociaux, environnementaux et économiques

des communautés vivant dans les zones minières. « Au-delà du développement des capacités institutionnelles, il est primordial d'améliorer la transparence et la redevabilité du secteur de l'industrie extractive en renforçant les exigences en matière de gouvernance », a confié Francis Komi Akpa, le président du Conseil d'administration de l'UONGTO, ajoutant que « les questions et recommandations des citoyens devront aider le gouvernement à

élaborer des politiques qui visent à renforcer la gestion des ressources minérales du pays et à contribuer à la création d'emplois, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des populations ». Le secteur minier trouve une bonne place dans l'axe II du Plan national de développement (PND 2018-2022) en ce sens qu'il constitue un domaine clé de développement, de réduction de la pauvreté.

Avec iciLome

Solaire**KYA-ENERGY GROUP veut se doter d'un nouveau produit**

L'unique société au Togo qui développe et assemble des produits solaires localement avec une consommation 100% solaire, lance le 1er octobre prochain un logiciel de dimensionnement de systèmes solaires. A-t-on appris.

KYA-ENERGY GROUP puisque c'est d'elle qu'il s'agit avec ce logiciel va faciliter l'accès qualitatif et à moindre coût des populations à l'énergie solaire. Dénommé Kya-SolDesign, le nouveau produit est le premier logiciel de dimensionnement de système solaire en Afrique. C'est un outil d'optimisation et de simulation des systèmes solaires photovoltaïque (PV), pour accompagner l'accès à moindre coût des populations à l'énergie électrique



de qualité. Spécialisé dans la fourniture de solutions énergétiques, KYA-ENERGY GROUP s'est engagé à fournir des solutions énergétiques à moindre coût aux populations. Pour les promoteurs, le logiciel se veut le plus accessible aux africains grâce au modèle de paye-

ment mobile pay-as-you-go, offert pour sa commercialisation. Il faut noter qu'en avril dernier l'équipe de recherche de KYA-ENERGY GROUP a conçu un nouveau kit de lavage des mains dénommé KYA-KIT COVID-19.

Avec Vert-Togo

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

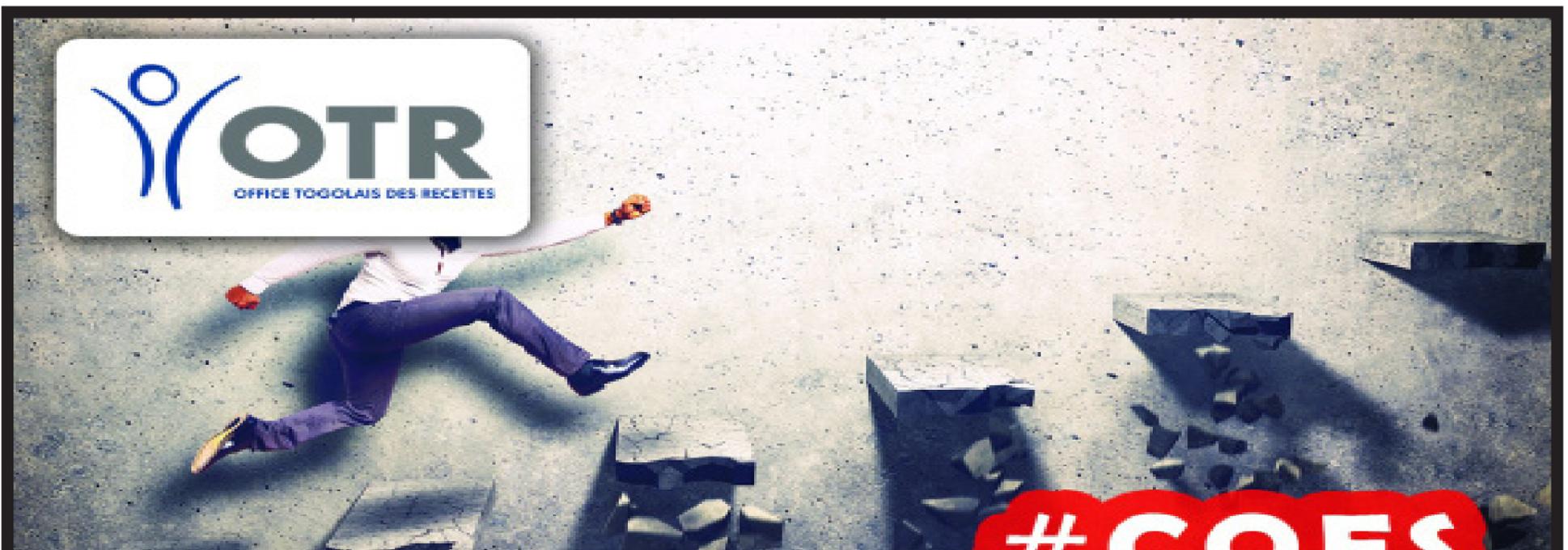
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR